



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

21 octobre 2015

L'ancien Président Marc Ravalomanana et le ministre d'Etat Rivo Rakotovo font la Une de la presse, ce jour. Après quelques jours de trêve, le torchon brûle à nouveau entre les deux personnalités, notamment après que l'ex-Chef d'Etat ait affirmé son intention de reprendre les travaux de construction de l'abattoir d'Andohatapenaka. Sur le plan politique, tous les yeux sont rivés sur le palais de Tsimbazaza, où l'Assemblée nationale ouvre sa session ordinaire sur fond de remaniement du bureau permanent.

### Vie des Collectivités territoriales décentralisées

#### ADOPTION DE L'ORGANIGRAMME DE LA COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO

Sur convocation du président du Conseil municipal, la session extraordinaire a débuté hier, avec comme ordre du jour l'adoption de l'organigramme de la CUA, l'adoption du règlement intérieur du Conseil municipal et l'élection des membres de bureau des commissions. L'organigramme a été adopté par 34 conseillers à l'issue d'un débat houleux. Les documents y afférant n'ont été remis aux membres du Conseil qu'après le début de la session. Aucun délai ne leur a été accordé pour l'examiner. N'ayant pu émettre aucune observation ni suggestion, les conseillers municipaux de l'association Freedom et ceux de l'opposition de Lalatiana Ravololomanana ont réclamé un report du vote, mais la majorité des conseillers présents est tombée d'accord pour effectuer le vote le jour même. Les conseillers du Freedom ont ainsi quitté la salle de réunion, suivis de l'UNRRM de Nicole Rajerison. (Madagascar-Laza p.3, Madagascar Matin p.3, La Vérité p.3, Les Nouvelles p.3, L'Observateur p.2)

- « Cet organigramme présente des dysfonctionnements graves », commente **Madagascar Matin** qui le qualifie de « bâtard ». Le quotidien fait remarquer que les directions importantes et essentielles pour l'administration de la capitale sont passées au rang de division. Il accuse, par ailleurs, la maire de la Capitale d'avoir négligé les principales attributions de la CUA qui sont l'assainissement, et la gestion des marchés et du parking. » (p.3)

### Politique interne

#### OUVERTURE DE LA DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Jean Max Rakotomamonjy a souligné dans son discours que son institution ne constituera pas un blocage au processus de développement de Madagascar. Il a exhorté ses pairs parlementaires à cesser les querelles politiques pour se concentrer sur le développement du pays. Touchant mot concernant l'examen de la Loi de Finances initiale 2016, l'homme fort de l'hémicycle a demandé aux élus d'être pointilleux dans l'étude de ce texte. « Les communes sont les bases du développement. Les moyens restent les principaux problèmes dans la mise en œuvre de la décentralisation effective. D'autant plus que toutes les communes ne sont pas logées à la même enseigne », a-t-il exposé. Le président de la Chambre basse a insisté sur le budget destiné à la concrétisation de la décentralisation, notamment, les fonds à allouer aux communes. (L'Express de Madagascar p.5, Madagascar-Laza p.2, Les Nouvelles p.3, La Vérité p.3)

- **Madagascar Matin** a fait remarquer que le projet de Loi de finances initiale 2016 n'est pas encore parvenu entre les mains des parlementaires jusqu'à hier. Le quotidien rappelle

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*pourtant qu'il faut quinze jours aux députés pour l'étudier minutieusement avant de le faire passer en travaux de commission pour un examen en séance plénière. (p.2)*

- **La Vérité** colporte les bruits selon lesquels des collectes de signatures ont déjà été effectuées par les députés pro-régime. (p.3)

## **JEAN MAX RAKOTOMAMONJY, SEREIN FACE A LA PERSPECTIVE DE REMANIEMENT DU BUREAU PERMANENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE**

*Un groupe de députés, signataires du Mémoire de stabilité, se sont réunis dans un lieu de villégiature sis à Ivato pour discuter du remaniement du bureau permanent de la Chambre basse. Des noms de ceux qui le remplaceront au pupitre ont même déjà été proposés. Gestion opaque des finances de l'institution, absence d'équité dans la sélection des députés effectuant des missions à l'étranger, mais surtout la composition actuelle du bureau permanent ne reflétant plus la majorité au sein de l'hémicycle, sont les arguments martelés pour convaincre les députés à adhérer au projet de destitution du bureau permanent. Face à ces menaces, Jean Max Rakotomamonjy joue la carte de la quiétude. « Personne n'est voué à rester au même poste éternellement. L'alternance est une règle dans la gestion des affaires publiques », réplique-t-il. Le numéro un de l'Assemblée nationale d'avancer par ailleurs qu'il est prêt à céder sa place, si les procédures sont respectées ; en d'autres termes, si sa destitution est avalisée par la majorité des députés. (L'Express de Madagascar p.5, Midi Madagasikara p.2, Madagascar-Laza p.2, Les Nouvelles p.3, L'Observateur p.3, Tia Tanindrazana p.3)*

- **L'Express de Madagascar** n'est pas étonné de la sérénité affichée par Jean Max Rakotomamonjy. Le quotidien fait remarquer, en effet, que le bureau permanent dispose d'une bonne défense contre une éventuelle destitution. Un large courant de députés pro-pouvoir ne veulent pas d'une nouvelle cohue à Tsimbazaza. Le groupe MAPAR non plus n'y serait pas favorable, selon un de ses membres. Le groupe TIM et VPM-MMM sont déjà représentés au pupitre. Par ailleurs, les cinq membres du Leader Fanilo restent fidèles au président de l'Assemblée nationale. (p.5)
- **Midi Madagasikara** relaie les rumeurs selon lesquelles le questeur numéro un, Siteny Randrianasoloniaiko, serait principalement visé étant donné que l'irrégularité du paiement des avantages serait à l'origine du mécontentement général. Par ailleurs, un peu moins de deux ans après leur élection, les députés n'ont toujours pas reçu leur véhicule 4x4 qui figurait pourtant parmi les promesses de Siteny Randrianasoloniaiko. (p.2)
- **La Gazette de la Grande île** révèle plus de détails sur les dessous du projet de destitution du bureau permanent de l'Assemblée nationale. Selon les affirmations du quotidien, le questeur Siteny Randrianasoloniaiko serait pointé du doigt pour avoir dilapidé les finances de Tsimbazaza. Par ailleurs, les députés soulèvent également des problèmes de bonne gouvernance. Des travaux de réhabilitation ont été menés à l'Assemblée nationale sans qu'aucun appel d'offre n'ait été lancé. Sur le plan politique, le double jeu de Jean Max Rakotomamonjy est loin de plaire tant aux députés pro-régime qu'aux députés frondeurs. (p.2)

## **MISE EN PLACE EFFECTIVE DE LA CENI, LA SEMAINE PROCHAINE**

*Le conseil de gouvernement d'hier a adopté le décret d'application de la nouvelle loi sur la CENI. D'après le chronogramme proposé au niveau du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, les entités concernées seront convoquées la semaine prochaine par l'actuelle CENIT aux fins d'élire leurs représentants au sein de la nouvelle commission électorale. La mise en place effective de la CENI sera suivie de l'adoption des décrets fixant le nombre des futurs sénateurs et les modalités de leur élection. (Midi Madagasikara p.3, Les Nouvelles p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Economie et société

### ABATTOIR D'ANDOHATAPENAKA : CONFLIT FONCIER ENTRE L'ETAT ET MARC RAVALOMANANA

L'ancien Président Marc Ravalomanana a décidé de relancer le projet de reconstruction de l'abattoir d'Andohatapenaka. Il a avancé, comme argument principal, la fourniture de viande de porc et de zébu en vue de la tenue du Sommet de la Francophonie à Antananarivo en novembre 2016. Le ministre d'Etat Rivo Rakotovoao n'a pas caché son hostilité quant à la réalisation de ce projet. Il accuse l'ancien président de la République de manipuler l'opinion publique. « Il veut faire une pression médiatique et montrer à la population sa bonne volonté ; et démontrer par la même occasion que l'Etat fait obstacle à des projets », a déclaré le ministre. Par ailleurs, il ne manque pas de préciser que le terrain d'Andohatapenaka appartient à l'Etat et a déjà été vendu à la Société d'exploitation immobilière de Madagascar. Anthelme Ramparany, ministre de l'Elevage, est également monté au créneau pour répondre à Marc Ravalomanana. Il a évoqué les exigences techniques inhérentes à la construction d'un abattoir, à savoir la mise en place d'une filière d'approvisionnement en zébu et l'implantation en dehors de la ville. (Midi Madagasikara p.2, L'Express de Madagascar p.3, Madagascar-Laza p.3, La Gazette de la Grande île p.3)

- **La Gazette de la Grande île** soulève un malentendu sur l'affaire. Selon les explications du quotidien, Marc Ravalomanana a parlé de l'abattoir d'Anosipatrana, qui relève de la compétence de la municipalité de la CUA. Le ministre d'Etat Rivo Rakotovoao a cru que l'ex-Président voulait s'approprier l'abattoir d'Andohatapenaka. Selon le journal, l'accrochage entre les deux personnalités est révélateur de leur rivalité presque épidermique. (p.3)
- **L'Observateur** n'est pas étonné de l'attitude de Marc Ravalomanana. Le quotidien n'hésite pas à le critiquer ouvertement en affirmant « qu'il ne raisonne jamais en fonction de l'intérêt national mais en fonction de son intérêt personnel ». Le journal enfonce le clou en soutenant qu'il excelle dans l'art de duper les gens. (p.3)
- « Pourquoi exercer la pression sur tous ceux qui ont la bonne volonté de développer le pays ? », s'interroge **Tia Tanindrazana**. Le quotidien accuse l'Etat de saquer les projets de Marc Ravalomanana. Il n'omet pas de mentionner, en effet, que le projet d'abattoir avait pour perspective de créer des emplois, d'améliorer la qualité des aliments et de soutenir les écoliers par le biais de cantines scolaires. (p.3)

### CRAINTE D'UNE MONTEE DES EAUX A ANTANANARIVO

La pluie d'intersaison crée la panique dans la capitale. Aucun quartier se trouvant sur la plaine d'Antananarivo n'a été épargné par la montée des eaux. Selon les témoignages recueillis par **L'Express de Madagascar**, l'eau est montée d'une vingtaine de centimètres en quelques minutes à Ampefiloha. De ce fait, une dizaine de voitures sont restées piégées sur une portion de route à Antohomadinika, tandis que les trottoirs et les dalles d'Andravoahangy et de Besarety ont disparu sous les eaux, mettant les parents d'élèves dans l'embarras... (p.9) « Les inondations résultent de la gabegie dans la gestion du plan d'urbanisme », statue **Madagascar-Laza**. Le quotidien a rappelé que le ministère en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement multiplie actuellement les efforts pour empêcher les remblais. Rija Rasamoelina, chargé d'étude d'urbanisme auprès de ce ministère note, d'ailleurs, que les travaux de remblai nécessitent une autorisation spéciale délivrée par la Commune (p.2). **Madagascar Matin** craint le pire lors de l'avènement de la saison des pluies. Considérant les nombreuses routes gorgées d'eaux de la capitale faute de système efficace d'évacuation des eaux de pluie, le quotidien a remis en cause l'assurance dont font preuve les responsables de l'Autorité pour la Protection contre les inondations de la Plaine

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:







# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



d'Antananarivo. *Quelques jours plus tôt, ils ont affirmé, en effet, que l'assainissement de la Ville des Milles a été effectué à 90%. (p.4)*

## ELECTRICITE : 40 MW SUPPLEMENTAIRES ATTENDUS POUR TANA

*La mise en service de groupes électrogènes de 40Mw à la centrale d'Antanandrano est en cours. Selon les explications d'un responsable de la société Jirama, cette puissance produite par les groupes de la centrale thermique d'AFL Power sera opérationnelle pour le réseau interconnecté d'Antananarivo d'ici deux jours. Les techniciens de la compagnie ont fait la retouche finale depuis hier. Le responsable d'ajouter, par ailleurs, que la mise en opération des 20Mw produits par la centrale d'Ambohimanambola est prévue vers la fin du mois. Parallèlement à la fin du délestage, la population attend la reprise des branchements. 30 000 demandes sont actuellement en attente à Antananarivo. Ceci entraîne le blocage de nouveaux projets industriels et commerciaux qui pourraient pourtant apporter un nouveau souffle à l'économie. (L'Express de Madagascar p.8, Midi Madagasikara p.4)*

## GREVE DES INTERNES : ACTIVITES SUSPENDUES

*Madagascar-Laza (p.2) informe que les médecins internes et internes qualifiants ont décidé de suspendre leur manifestation, entamée le 19 octobre dernier au Centre hospitalier universitaire de Befelatanana. Ils n'ont pas repris leurs activités pour autant. Une assemblée générale est prévue se tenir jeudi prochain pour décider de la suite du mouvement de grève. La décision dépendra de l'issue des négociations en cours entre les représentants des médecins internes et les responsables du ministère de la Santé publique. Selon les informations, le département déploie les efforts nécessaires pour débloquent, dans les plus brefs délais, les 4 mois de présalaires réclamés par les internes et internes qualifiants.*

- *Pourtant, dans une interview accordée à Madagascar Matin, Widal Rasamoelina, porte-parole des internes 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> années, affirme qu'ils maintiennent la grève générale jusqu'à obtenir gain de cause. L'étudiant rappelle que tous ses pairs, répartis dans les quatre coins de l'île, n'ont pas encore perçu de présalaire depuis quatre mois. Cela fait maintenant deux semaines qu'ils assurent un service minimum dans le but d'interpeller les responsables. Widal Rasamoelina ne manque pas de prévenir qu'une suspension de leurs activités engendrerait des blocages tant au niveau administratif que technique. (p.5)*

## Communauté internationale

### 7 MILLIONS D'EUROS POUR LA REHABILITATION PONCTUELLE DE LA RN6

*L'Union européenne a débloquent plus de 7 millions d'euros pour la réalisation de travaux ponctuels sur la portion de route reliant Ambanja à Ambilobe. SEM Antonio Sanchez-Benedito, ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, a fait le déplacement à Andranosavony pour la réception officielle des travaux. Il a été accompagné par le ministre des Travaux publics, Roland Ratsiraka ainsi que par le Chef de région Diana, Michel Martial Antilahy. Le diplomate européen a rappelé, à l'occasion, que cette initiative entre dans le cadre de l'appui direct à la population. Il a également annoncé que des investissements importants sont prévus dans le domaine des infrastructures publiques, s'inscrivant dans la mise en œuvre du 11<sup>ème</sup> FED. (L'Express de Madagascar p.20, Midi Madagasikara p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## INSECURITE ALIMENTAIRE DANS LE SUD : URGENCE HUMANITAIRE CONSTATÉE

Le Programme Alimentaire mondial dresse un bilan négatif de la situation nutritionnelle, avec des taux de malnutrition dépassant des seuils critiques. La campagne nationale de dépistage de la malnutrition, menée durant le premier trimestre de cette année dans les 7 districts les plus affectés dans les régions Anosy et Androy a montré, en effet, que près de 10 % des enfants âgés de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë modérée et 3% de malnutrition aiguë sévère. Joignant leur voix à celle des députés élus du Grand Sud, **Midi Madagasikara** et **Takoritsika** interpellent l'Etat face à l'insécurité alimentaire sévère à laquelle est confrontée un demi-million de personnes dans les régions Androy, Anosy et Vatovavy-Fitovinany. Suite au déficit pluviométrique depuis octobre 2014, les productions agricoles prévues lors de la grande saison de récolte sont inférieures aux attentes. Les ménages commencent à vendre des biens, voire des ustensiles de cuisine, pour se procurer à manger. (**Midi Madagasikara p.17, Takoritsika p.3**)

### Format de couverture

#### COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'ASSOCIATION FREEDOM

**Madagascar Matin** et **La Vérité** ont publié en intégralité, le communiqué de presse de l'association Freedom. La formation politique y relate le déroulement du premier jour de la session extraordinaire du Conseil municipal de la CUA, et y dénonce le mode de gouvernance de Lalao Ravalomanana, laquelle « veut systématiquement éviter tout débat d'idées ». L'association pointe du doigt la mascarade orchestrée par le président du Conseil municipal et par la Maire en personne. « Le président du Conseil municipal s'étant rangé du côté du Freedom, a avancé que les débats et le vote sont susceptibles d'être reportés. Il aurait pu trancher sur la question au lieu de la soumettre à un vote à main levée. Comme il fallait que la mascarade soit parfaite, le Maire Lalao Ravalomanana a cru bon d'indiquer, mais seulement après le vote à main levée, qu'elle épouse le point de vue de Lalatiana Rakotondrazafy sur la nécessité de communiquer aux membres tout document à examiner au Conseil municipal, préalablement à chaque réunion ». (**p.3**)

#### RADIOGRAPHIE DES PARTIS POLITIQUES APRES LES COMMUNALES

**Les Nouvelles** a essayé de dépeindre la réalité des partis politiques. Après une « autopsie » des pratiques politiques observées lors des dernières communales, le quotidien constate l'existence de plusieurs partis morts-nés. 15 des 300 partis politiques seulement ont présenté des candidats lors des communales. Il évoque, par ailleurs, la perte de vitesse des grandes écuries historiques telles l'AKFM, le MONIMA, le MFM et le VITM face à la montée en puissance des indépendants. Après une analyse minutieuse, le journal en arrive à la conclusion selon laquelle, il est dur d'exister à Madagascar pour les partis-Etat, et la compétition politique dans la Grande île se résume à la conquête du pouvoir présidentiel. Malgré tout, en se basant sur le cas du parti Leader Fanilo, qui s'est arrogé un ratio confortable de 17,42%, **Les Nouvelles** souligne avec optimisme que la défense des valeurs et des principes porte toujours ses fruits. (**p.5**)

### Style et déontologie

#### PROPOS SEXISTES A L'ENCONTRE DE LALAO RAVALOMANANA

Au vu du nouvel organigramme de la Commune urbaine d'Antananarivo, **Madagascar Matin** a dénoncé l'incompétence de Lalao Ravalomanana. Le quotidien dépasse les limites déontologiques en qualifiant le Premier magistrat de la ville d'Antananarivo de « marionnette de l'ancien président de la République » et en affirmant gratuitement qu'elle ne dispose d'aucune compétence en matière de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



gestion pour le développement de la CUA. Le quotidien doute de ses capacités à négocier avec les bailleurs de fonds, à lutter contre l'abus de pouvoir et à travailler étroitement avec tous les conseillers municipaux (p.3). **La Vérité** adopte le même langage pour parler de la Mairesse. Selon les termes du quotidien « Marc Ravalomanana, utilisant son épouse comme une vulgaire poupée-marionnette, veut instaurer la pensée unique dans la gestion des affaires de la Cité des Mille ». (p.3)

## VOAHANGY RAJAONARIMAMPINANINA AU COEUR D'UNE RUMEUR

**La Gazette de la Grande île** colporte les bruits selon lesquels Voahangy Rajaonarimampianina insisterait pour placer ses proches au sein des ambassades de Madagascar en Allemagne et en France. Le quotidien cautionne cette rumeur en dénonçant la dictature de la Première dame. Il met déjà en perspective le non-respect du critère de compétence dans la désignation des futurs représentants de Madagascar à l'étranger. Le journal craint que la pression exercée par la Première dame favorise l'échec de la diplomatie malgache. Il remarque, d'ailleurs, que « la femme a une place prépondérante dans la famille Rajaonarimampianina. Cette gouvernance de la femme qui est, dans le contexte malgache, péjorative et ironique ». Le journal renforce ainsi des stéréotypes sexistes. (p.13)

### Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p.3

### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Honorine RAMISARIVÉLO: [misa.ramisarivelo@eces.eu](mailto:misa.ramisarivelo@eces.eu)

Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

